

A l'attention des candidates et candidats aux élections municipales

Le 18 février 2008

Madame, Monsieur,  
Chère amie, Cher ami

Constituée en septembre 2003, « Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes » se fixe comme objectif de soutenir les élu/es de tout niveau territorial et de tout parti politique qui souhaitent s'investir dans la lutte contre les violences faites aux femmes et mettre en œuvre des politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes.

Fondées sur des relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes, les violences à l'encontre des femmes constituent un problème structurel de notre société. En effet, les diverses formes de violences commises à l'encontre des femmes sont largement répandues, et concernent un nombre considérable de femmes, de tous les âges, de toutes les origines, et de tous les milieux.

Chaque année en France :

- ' 1 590 000 femmes sont victimes de violences conjugales, et une femme en meurt tous les 2 jours ;
- ' 1 500 000 femmes sont victimes de harcèlement sexuel dans l'espace public ;
- ' 50 000 femmes sont victimes de viol ;
- ' 30 000 femmes ou filles sont excisées ou menacées de l'être ;
- ' 70 000 jeunes filles sont mariées de force ou menacées de l'être.

Il est de la responsabilité des élu/es de mettre l'action contre les violences faites aux femmes au cœur de leurs politiques, et de ne plus accepter l'inacceptable. Votre programme dans ce domaine nous intéresse donc fortement.

Nous vous remercions de bien vouloir répondre à ce questionnaire dont les réponses seront rendues publiques sur notre site : [www.ecvf.ouvaton.org](http://www.ecvf.ouvaton.org)

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, Chère amie, Cher ami, à l'assurance de nos salutations les plus sincères.

Nicole Frydman,  
Présidente de l'association

A l'attention des candidates et candidats aux élections municipales

1/ Avez-vous inscrit dans votre programme des propositions d'action contre les violences faites aux femmes ?

X Oui

Non

Comment les déclinez-vous ?

Pour quelles raisons ?

Par une approche générale qui rappelle que la principale insécurité en France est celle des femmes victimes de violences de la part de proches et par une approche concrète d'aide aux associations qui fournissent accueil à ces femmes en urgence

2/ Si vous êtes élu/e, mènerez-vous une politique de prévention à l'encontre de toutes les formes de violences faites aux femmes (au sein du couple, dans les relations de travail, dans l'espace public), et d'éducation au respect mutuel entre les sexes ?

X Oui

Non

Comment l'imaginez-vous ?

Pour quelles raisons ?

Par des campagnes de sensibilisation

Par une aide aux associations et une application de ces principes aux salarié-e-s dont nous aurons la responsabilité, directe ou indirecte

3/ Si vous êtes élu/e, intégrerez-vous la question des violences sexistes et sexuelles dans l'ensemble des champs de compétence de votre commune : l'action sociale, le logement, la santé, mais aussi la culture, l'enseignement, l'urbanisme ?...

X Oui

' Non

Comment imaginez-vous cette politique globale ? Podes risquez sur quelles raisons ?

Les politiques d'action sociale résolvent quand elles le peuvent des situations d'extrême urgence. L'enjeu est d'avoir une réelle politique de logement social pour accueillir de manière temporaire des personnes en difficulté, les femmes victimes de violences en constituant une catégorie atypique puisque c'est souvent le manque d'aide qui les fait tomber en plus grande précarité sociale.

Une politique de santé en permettant d'affronter toutes les conduites à risque doit être mise en place. Elle permet de mieux préparer les jeunes à s'approprier leur santé comme une ressource et les addictions comme des risques de violences et d'exclusion.

Inventer un urbanisme concerté avec une approche de double mixité sociale et de logement/activité, en limitant la fatigue des transports, du bruit, ... ne peut que diminuer le stress et la violence de décompensation sur les personnes qui restent culturellement hiérarchiquement subordonnées, femmes, enfants, immigré-e-s, ...

Enfin une politique globale doit interpeller tous les acteurs sociaux de la ville. Leur seront proposées des formations spécifiques pour leur permettre d'apporter les réponses les plus adaptées à chaque situation particulière.